

Extrait du site UGTG.org

url :Â <http://ugtg.org/spip.php?article821>

E. Domota : Nous ignorons À quoi servent les Etats GÃ©nÃ©raux

- Dossier spÃ©cial LKP - Interviews -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mardi 24 mars 2009

Mis À jour le : mardi 24 mars 2009

UGTG.org

La mise en place d'"ateliers locaux", sous la responsabilitÃ© d'un prÃ©fet ad hoc, Richard Samuel, marquera le lancement des Etats gÃ©nÃ©raux de l'outre-mer, dÃ©but avril. Nicolas Sarkozy devrait se rendre aux Antilles dans la troisiÃ¨me semaine d'avril. Une synthÃ¨se des travaux aura lieu Ã Paris fin mai ou dÃ©but juin. Durant cette pÃ©riode, le chef de l'Etat prÃ©sidera un conseil interministÃ©riel sur l'outre-mer.

Le porte-parole du LKP (Collectif contre l'exploitation), Elie Domota, qui a portÃ© le plus long mouvement social de la Guadeloupe, du 20 janvier au 4 mars, se montre sceptique vis-Ã-vis des Etats gÃ©nÃ©raux, qui perdront beaucoup de sens si le LKP n'y participe pas.

[\[JPEG\]](#) **Le LKP participera-t-il aux Etats gÃ©nÃ©raux de l'outre-mer ?**

Pour le moment, je ne sais pas ce que c'est. Les GuadeloupÃ©ens posent le problÃ¨me de la sÃ©grÃ©gation sociale et le gouvernement leur rÃ©pond Ã©volution statutaire. Au problÃ¨me de la domination d'une communautÃ© sur toute la population, il rÃ©pond atelier sur la formation des prix. Face au racisme Ã l'embauche, il propose une rÃ©union sur le dialogue social.

Quand on veut noyer un problÃ¨me, on crÃ©e une commission. On est dans une tradition bien franÃ§aise. On ne rÃ©pond pas aux questions. Ce sont les GuadeloupÃ©ens eux-mÃªmes qui doivent trouver les voies et les moyens de leur dÃ©veloppement et de leur avenir.

La politique de la chaise vide, n'est-ce pas manquer une occasion de mettre Ã plat tous les problÃ¨mes qui minent l'outre-mer ?

Les thÃ¨mes choisis ne correspondent en rien aux revendications posÃ©es. La question ce n'est pas la formation des prix mais le monopole et l'abus de position qu'exercent un certain nombre de familles depuis des dÃ©cennies. Nous ne savons pas Ã quoi servent les Etats gÃ©nÃ©raux. S'il s'agit une fois de plus de prendre les mÃªmes avec costume et cravate et de les mettre dans un bureau pour dÃ©cider en quelques semaines de notre avenir Ã vingt ou vingt-cinq ans, ce n'est pas la peine. Qu'on nous fournisse une explication claire et on donnera une rÃ©ponse !

Yves JÃ©go n'a-t-il pas promis de s'atteler au problÃ¨me de la mÃ©moire ?

Cela fait des mois que nous avons Ã©crit Ã M. JÃ©go sur le problÃ¨me de la tuerie de mai 1967 [oÃ¹ plusieurs dizaines d'ouvriers en grÃ¨ve avaient Ã©tÃ© tuÃ©s par des CRS]. La seule rÃ©ponse, c'est un courrier d'accusÃ© de rÃ©ception. Des historiens guadeloupÃ©ens travaillent depuis des dÃ©cennies sur cette question. Jusqu'Ã prÃ©sent, ils ont Ã©tÃ© totalement occultÃ©s. Ce dossier doit Ãªtre traitÃ© par les GuadeloupÃ©ens pour les GuadeloupÃ©ens et portÃ© par ses historiens.

Les entreprises appliquent-elles l'accord Bino qui promet 200 euros d'augmentation aux trÃ¨s bas salaires ?

La grande distribution, l'hÃªtellerie, le BTP ont signÃ© cet accord. Les **Hayot, Despointes, Lemetayer, Aubery**, toutes les grandes fortunes de la place ont fini par le signer et le travail a repris. Donc il n'y a aucune raison pour que le Medef continue Ã faire opposition Ã l'application de cet accord, ou plutÃ´t Ã son extension.

Demandez-vous le paiement des jours de grÃ¢ve, comme dans la canne ?

Ce sont des choses qui doivent Ãªtre discutÃ©es dans chaque entreprise. Dans la canne, la baisse du prix du carburant obtenue grÃ¢ce au mouvement social va permettre des Ã©conomies immenses. Ceux qui Ã©taient dans la rue veulent en bÃ©nÃ©ficier.

[{JPEG}]En souhaitant que les patrons blancs s'en aillent, vous vous Ãªtes exposÃ©s Ã l'accusation de racisme.

On n'a jamais dit cela ! C'est une dÃ©formation volontaire des propos, entretenue par l'UMP. Un accord a Ã©tÃ© signÃ© pour augmenter les salaires et le pouvoir d'achat. Curieusement, les plus riches ont refusÃ© de l'appliquer. On leur a simplement dit : si vous aimez la Guadeloupe et les GuadeloupÃ©ens, signez **l'accord Bino**, sinon nous resterons en grÃ¢ve et nous inviterons la population Ã n'acheter ni un clou, ni un bonbon Ã la menthe chez vous. C'est quand mÃªme fort : nous subissons l'exclusion au travail, la discrimination Ã l'embauche, dans les boÃªtes de nuit, on nous traite comme des "ultra-pÃ©riphÃ©riques" et quand nous demandons l'Ã©galitÃ© sociale, on nous qualifie de racistes.

Pourtant, Ã aucun moment dans notre histoire nous n'avons cherchÃ© Ã dominer qui que ce soit. Rien n'a changÃ© en termes de rapport de classes et de races. Quelle commune en mÃ©tropole accepterait qu'une entreprise s'installe et que les locaux ne puissent pas y travailler ? Nous serions bons pour la musique, pour le foot, et mÃªme pour le concours de Miss France, mais dÃ¢s qu'il s'agit d'accÃ©der Ã des postes d'encadrement, il y a un problÃªme. On demande un peu de respect.

Propos recueillis par BÃ©atrice Gurrey

[Le Monde](#)

23.03.2009